

Soutien - circuit long



## TCD-0113-13-390 - PLAIDOYER POUR UN PROCESSUS DE PAIX DURABLE AU TCHAD

Validé RS 2 : Oui

### Identification

Type de soutien : **Circuit simplifié**

Reprise : oui

Numéro action : TCD-0113-13-390

Ancien n° projet : 155.000.047

Phase précédente : [TCD-0104-12-441 - PLAIDOYER POUR UN PROCESSUS DE PAIX DURABLE AU TCHAD](#)

Action cofinancée : Non

Type d'action soutenue : [Initiative](#)

Code comptable analytique domaine : INI

Zone géographique : [TCHAD](#)Stratégie & plans d'action : [Plan d'action TCHAD 2013](#)Code comptable analytique : TCD  
géographiqueService géographique : [Service Afrique](#)Code comptable analytique : SAF  
fonctionnel

Région PADOR : Afrique centrale

Localisation : Ndjamena, Tchad

Acteur principal : [CSAPR COMITE DE SUIVI DE L'APPEL A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION](#)

Secteur CIDSE : DROITS LEGAUX ET HUMAINS

Secteur d'activité PADOR : PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS, PAIX ET SECURITE

Thématique RO principale : [Prévention et résolution des conflits](#)Thématique RO secondaire : [Démocratie et structuration de la société civile](#)

Intitulé action : PLAIDOYER POUR UN PROCESSUS DE PAIX DURABLE AU TCHAD

Langue : Français

Date de création : 13/09/2013

Date CMP : 02/10/2013

Créateur : [Bruno ANGSTHELM](#)

Confidentiel : Non

### Description de l'action

Groupe cible : Autre(s)

Vulnérables : Non

Commentaires Groupes Vulnérables : cpf

Position de l'Episcopat local : Accord explicite oral

Relation avec l'Eglise : Projet autre

Commentaires sur la relation avec : Justice et Paix membre du CSAPR.  
l'Eglise

Typologie de l'action : Appui projet

Contexte de l'action : Depuis 2002, le CSAPR a mené de nombreuses actions de plaidoyer pour soutenir une sortie de crise politique durable basé sur le principe d'un dialogue national décliné successivement en Forum national (2003-05) puis sous la forme d'un dialogue inclusif (2006-09) après la reprise des rebellions armées. Le CSAPR a

tenté d'expliquer aux acteurs institutionnels et diplomatiques que les partis politiques seuls ne pouvaient à eux seuls porter une alternative de changement et de ce fait a critiqué avec raison les accords du 13 août 2007 qui présupposaient que le processus électoral allait amener le pays à la stabilisation.

La situation actuelle est paradoxale : plus de rebellions ouvertes, un cycle électoral terminé et des ressources financières importantes grâce à l'exploitation du pétrole. Mais le régime est de plus en plus isolé. Il ne bénéficie d'aucun soutien ni politique, ni de la part des populations, ni de son clan, ni diplomatique (surtout avec la mort de Khadafi)... Le Président Deby referme le système de pouvoir sur un tout petit groupe de personnes dans une grande confusion.

Pour le CSAPR, la période jusqu'aux prochaines élections en 2016 porte de grands risques de reprise de violence généralisée dans le pays. Il fait 2 hypothèses :

- Une transition violente, conséquence d'une chute éventuelle du régime MPS, soit par un coup d'État militaire ou bien par la mort brutale du Président Idriss Déby Itno. Ceci provoquerait une vengeance populaire généralisée contre des groupes ethniques au pouvoir, contre les transhumants et les cadres des corps de sécurité laissant un grand vide dans le pays. Mais aussi un risque de pénétration des militaires dans le champ politique et un risque de mise en action de cellule dormantes des réseaux intégristes.
- Un statu quo avec un président Deby au pouvoir jusqu'aux prochaines élections de 2016. Avec les conséquences suivantes : durcissement du régime, répression ciblée contre toute forme de coalition sociale et/ou politique, stratégie de division de la société... Les élections étant une période de tensions propices à toute violence du fait de l'exaspération des populations. Le projet du CSAPR pour les années 2013-16 fait suite à cette analyse.

**Bénéficiaires :**

- Membres du CSAPR dans la capitale (60 organisations) et en région (100 organisations) qui sont des associations, ONG, organisations de Droits de l'Homme, Justice et Paix, mouvements de jeunes, de femmes...
- Cadres politiques, administratifs, religieux et intellectuels du pays
- Chancelleries, médias
- Plus largement, les communautés et populations tchadienne de manière indirecte

**Objectifs :**

- Objectif 1 : Mobiliser les acteurs sociaux dans les territoires pour anticiper voir gérer une situation de crise politique aigüe.
- Objectif 2 – Favoriser un réseau de confiance au sein d'acteurs clés dans la capitale pour pouvoir se positionner collectivement en cas de crise au Tchad
- Objectif 3 – Créer un dispositif de pression en vue d'un changement démocratique au Tchad
- Objectif 4 – Alimenter les parties prenantes de la crise au Tchad en informations et analyses politique crédible et documentée sur la situation générale du Tchad

**Activités :**

- Conférences-débats publics sur l'actualité politique
- Conférences-débats publics sur l'actualité politique décentralisées
- Café -débats avec les leaders de partis politiques
- Création de Think Tank partis politiques-alliés
- Groupe de pression pour l'alternance politique
- Caravane multi-acteurs
- Forums thématiques locaux
- Rencontres d'informations avec acteurs nationaux et internationaux à N'Djaména
- Missions de contact et d'information en province
- Atelier d'échanges et de réflexion avec les membres
- Réalisation d'études
- Mission de plaidoyer international
- Publication Echos du CSAPR, Mémoires, Notes d'analyse politique trimestrielle, Communiqués de presse pour réagir à l'actualité politique
- Emissions de radio « En marche vers la paix »

**Résultats attendus :**

- R1. Prise de conscience collective par les acteurs dans les territoires et la décision de mettre en place des mécanismes formels ou informels pour faire face à une crise éventuelle.
- R2. Constitution d'un réseau informel de personnalités de la vie politique et sociale animée de la même volonté de réagir en cas de crise aigüe pour éviter la violence généralisée et proposer des alternatives
- R3. Une stratégie de mobilisation et de plaidoyer visant à empêcher la candidature de Deby en 2016 et à faciliter enfin l'alternance.
- R4. Les acteurs sociaux et politiques reçoivent régulièrement d'éléments de compréhension des situations locales et nationales ainsi que les enjeux liés à la paix et à la sécurité.

Moyens : Des bureaux équipés et une équipe de coordination de 4 personnes. Nouveau :  
l'ouverture d'un poste enc charge de l'appui au réseau CSAPR dans tout le pays.

Initiative nouvelle : non

Initiative pluriannuelle : oui

Durée prévue de l'action (mois) : 36 mois

Amplitude de l'action : Nationale

Date de début de l'action : 01/01/2014

Date de fin de l'action : 01/01/2015

Résumé (5 l. maxi pour CA) : La situation politique du Tchad est bloquée. Pour le CSAPR, la période jusqu'aux prochaines élections en 2016 porte de grands risques de reprise de violence généralisée dans le pays. Le CSAPR souhaite mobiliser les acteurs sociaux dans les territoires pour anticiper voir gérer une situation de crise politique aigüe

Date du prochain CA : 01/10/2015